



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 3 décembre 2019

CDDG(2019)15
Point 12 de l'ordre du jour

COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

ACTIVITES D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Pour information

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Service de la gouvernance démocratique

*This document is public. It will not be distributed at the meeting. Please bring this copy.
Ce document est public. Il ne sera pas distribué en réunion. Prière de vous munir de cet exemplaire.*

1. Introduction

L'objectif général du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) est de contribuer au renforcement des institutions démocratiques, à la réforme de l'administration publique, à la décentralisation et à la bonne gouvernance, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la participation des citoyens et l'éthique publique.

En tant que comité qui dirige les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance démocratique, le CDDG a un large mandat et plusieurs partenaires au sein de l'Organisation.

Le présent document vise à fournir au CDDG de brèves informations sur les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance depuis la réunion plénière du CDDG du 28-30 novembre 2018.

2. Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Dans son dernier rapport annuel, [Relever les défis à venir - Renforcer le Conseil de l'Europe](#), Le Secrétaire Général Thorbjørn Jagland a exhorté les Etats membres du Conseil de l'Europe à renforcer l'Organisation, à veiller à ce qu'elle soit correctement financée et à élaborer de nouvelles normes pour aider à relever un certain nombre de nouveaux défis en matière de droits de l'homme et de démocratie, notamment l'intelligence artificielle et l'esclavage moderne, ainsi qu'à prendre des mesures supplémentaires pour promouvoir l'inclusion économique et sociale.

Le 18 septembre, [Marija Pejčinović Burić](#) a pris ses fonctions de Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe.

3. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Au cours de la période de référence, l'Assemblée a adopté, [entre autres](#), les textes suivants:

- [Résolution 2300](#) et [Recommandation 2162](#) (2019) de l'Assemblée pour Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe
- [Résolution 2273](#) et [Recommandation 2151](#) (2019) de l'Assemblée sur la Création d'un mécanisme de l'Union européenne pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux

Les rapports en cours d'élaboration à l'Assemblée sont notamment les suivants :

Commission des questions politiques et de la démocratie

- Nécessité d'une gouvernance démocratique de l'intelligence artificielle (Rapporteuse : Mme Deborah Bergamini)
- La démocratie piratée ? Comment répondre ? (Rapporteur : M. Frithjof Schmidt)
- Fixer des normes minimales pour les systèmes électoraux afin de jeter les bases d'élections libres et équitables (Rapporteur : M. Hendrik Daems)
- Transparence et réglementation des dons aux partis politiques et des campagnes électorales des donateurs étrangers (Rapporteur : M. Konstantin Kuhle)

Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

- Lutte contre la corruption - Principes généraux de la responsabilité politique (Rapporteur à désigner)
- Les politiciens devraient-ils être poursuivis pour des déclarations faites dans l'exercice de leur mandat ? (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs)

4. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Au cours de la période de référence, le Congrès a publié deux rapports d'activité :

[Rapport d'activités \(mi-avril - mi-octobre 2019\)](#)

[Rapport d'activité \(mi-octobre 2018 - mi-avril 2019\)](#)

Il a également publié une [note](#) pour illustrer comment son travail contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

A l'occasion de la [37ème session du Congrès](#), un nouvel outil en ligne [CARTA-MONITOR](#) a été lancé. Cette base de données présente les rapports sur l'application des dispositions de la [Charte européenne de l'autonomie locale](#). La base de données permet de consulter les analyses, article par article et paragraphe par paragraphe, effectuées lors des missions de suivi, ainsi que d'effectuer une analyse comparative de plusieurs dispositions et pays.

Au cours de la période de référence, le Congrès a adopté, [entre autres](#), les textes suivants:

[Résolution 452](#) (2019) du Congrès sur le Code de bonne pratique pour la participation civile au processus décisionnel révisé

[Résolution 451](#) (2019) du Congrès pour Soutenir les principes sur la protection et la promotion de l'institution du médiateur ("Les principes de Venise")

[Résolution 449](#) du Congrès et [Recommandation 438](#) (2019) sur la répartition équitable de l'impôt dans les zones transfrontalières - Conflits potentiels et possibilités de compromis

[Résolution 444](#) du Congrès et [Recommandation 435](#) (2019) sur la protection des lanceurs d'alerte : Perspectives et enjeux aux niveaux local et régional

[Résolution 443](#) du Congrès et [Recommandation 434](#) (2019) sur l'indemnisation financière des élus locaux et régionaux dans l'exercice de leurs fonctions

[Résolution 441](#) et [Recommandation 428](#) (2019) du Congrès pour Combattre le népotisme au sein des pouvoirs locaux et régionaux

5. Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)

La Commission de Venise a adopté un rapport sur la révocation populaire des maires et des élus locaux ([Rapport CDL-AD \(2019\)011 rev](#) (2019)).

Il a également adopté un rapport conjoint avec la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité de la Direction générale des droits de l'homme et de l'État de droit (DG1) sur les technologies numériques et les élections ([Rapport CDL-AD \(2019\)016](#) (2019)).

6. Groupe d'États contre la corruption (GRECO)

Au cours de la période de référence, outre les rapports mentionnés en annexe, le GRECO a adopté son [19ème rapport d'activité général \(2018\)](#) - Tendances, défis et bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption en Europe et aux États-Unis d'Amérique (adopté par le GRECO 82 en mars 2019, publié en juin 2019).

7. Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI)

Le 11 septembre 2019, le Comité des Ministres a créé le CAHAI. Le Comité examinera la faisabilité et les éléments potentiels d'un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'Etat de droit.

La CAHAI a tenu sa [première réunion](#) du 18 au 20 novembre 2019.

[Mandat du CAHAI](#)

8. La société civile : Conférence des OING

La [session d'automne de la Conférence des OING](#) s'est tenue à Strasbourg du 28 au 31 octobre 2019 sur le thème des migrations.

Au cours de la période de référence, la Conférence des OING a adopté un certain nombre de textes, que l'on peut trouver [ici](#). Il convient de mentionner en particulier l'adoption du [Code révisé de bonnes pratiques pour la participation civile au processus décisionnel](#), qui vise à faciliter la participation des ONG au processus décisionnel politique aux niveaux local, régional et national. A l'appui du Code révisé, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux a adopté la [Résolution 452](#). Afin de promouvoir sa mise en œuvre dans la pratique, la Conférence et le Congrès ont lancé un vaste appel à des études de cas sur des expériences de participation civile qui peuvent servir d'exemples, d'inspiration et d'outils pédagogiques pour l'utilisation du Code révisé et l'amélioration de la participation civile en général.

Toujours en 2019, la Conférence s'est rendue dans un certain nombre d'États membres afin de discuter de la situation des ONG et de leur expérience en matière de participation civile. Les [rapports](#) ont contribué aux débats nationaux sur la participation à l'élaboration des politiques publiques ainsi qu'aux débats de la Conférence elle-même.

En 2019, la Conférence a également adopté un nouveau [code de conduite](#) pour ses membres.

Les projets en cours et à venir de la société civile comprennent :

[Renforcement de la liberté d'association dans les Etats membres du Conseil de l'Europe](#)
[Promouvoir la participation civile à la prise de décision démocratique en Ukraine](#)

9. Forum mondial pour la démocratie

Le [Forum mondial pour la démocratie 2019](#) (Strasbourg, 6-8 novembre 2019) était consacré à l'information et à la démocratie sous le titre "La démocratie est-elle en danger à l'ère de l'information ?"

Le Forum a débattu des questions de la fiabilité et de l'accessibilité de l'information, qui sont des conditions essentielles pour la participation des citoyens aux processus démocratiques. Les séances plénières ont porté sur les sujets suivants :

- la démocratie meurt dans les ténèbres : avons-nous toutes les informations dont nous avons besoin ?
- rétablir la confiance dans les médias
- information et technologie : amis ou ennemis ?
- la liberté d'expression et la protection des journalistes
- une réponse multilatérale

Le Forum a également comporté de nombreux laboratoires et des conférences sur le Forum ainsi que des événements parallèles. En particulier :

- [Le LAB 2 - Rétablir la confiance dans les institutions](#) a discuté de la façon dont la transparence peut vraiment être réalisée en période de déconnexion et de méfiance entre les citoyens et les gouvernements.
- [Forum Talk 6 - Renforcer la démocratie au 21ème siècle](#) s'est concentré sur les questions de manque de confiance dans les institutions, d'apathie politique croissante, de polarisation politique et de fragmentation. En particulier, il s'est penché sur le défi que doit relever la démocratie au XXIe siècle pour trouver les bons moyens de protéger les libertés qui accompagnent un meilleur accès à l'information, tout en limitant les risques qui vont de pair avec celles-ci.

10. Division de l'assistance électorale

Au sein du DG 2, la [Division de l'assistance électorale](#) élabore des projets d'assistance électorale à long terme visant à réformer avec succès la législation électorale et à renforcer les capacités institutionnelles des États membres. Elle travaille en coordination avec d'autres organes du Conseil de l'Europe, notamment la Commission de Venise, l'Assemblée et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux.

En 2019, la Division a travaillé dans trois domaines principaux :

- renforcer la capacité institutionnelle de l'administration électorale,
- la sensibilisation,
- la recherche et le développement d'outils.

Parmi les exemples de projets, on peut citer l'élaboration d'un plan stratégique pour la Commission électorale de l'unité territoriale autonome de Gagaouzie en République de Moldova ; la publication de manuels de formation à l'intention des commissaires électoraux en Bosnie-Herzégovine ; la création d'une boîte à outils sur le règlement des différends électoraux à l'intention des professionnels de la justice, des administrations électorales, des observateurs nationaux, des partis politiques et de tous les acteurs participant au processus électoral ; la création d'un programme de formation et de certification des membres des commissions électorales locales en Albanie.

En 2019, la Division de l'assistance électorale a lancé [ElecData](#), une base de données électorales des 47 États membres du Conseil de l'Europe qui peut être consultée en ligne au moyen de cartes et graphiques interactifs. Elle a également finalisé l'Indice [européen de performance électorale](#) et développé une nouvelle méthodologie de coopération électorale basée sur l'utilité, la pertinence, la durabilité et l'appropriation par le bénéficiaire (URSO).

ANNEXE

Suivi par pays du Conseil de l'Europe dans les domaines relevant du mandat du CDDG

État membre/État observateur	Texte du Conseil de l'Europe	Sujet
Arménie	Assemblée, Rapport d'observation électorale - élections législatives (9 décembre 2018)	Élections législatives
Autriche	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption à l'égard des membres du Parlement, des juges et des procureurs (17 juillet 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Azerbaïdjan	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (18 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Belgique	GRECO, Deuxième rapport intermédiaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (11 septembre 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (16 janvier 2019)	Transparence du financement des partis
Bosnie-Herzégovine	Recommandation 442 (2019) du Congrès de Bosnie-Herzégovine sur la démocratie locale et régionale en Bosnie-Herzégovine	Démocratie locale et régionale
	Recommandation 432 (2019) du Congrès sur l'élection des assemblées cantonales de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (7 octobre 2018)	Elections locales
	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (22 février 2019)	Transparence du financement des partis
Bulgarie	Résolution 2296 (2019) de l'Assemblée sur le dialogue post-suivi avec la Bulgarie	Lutte contre la corruption
Croatie	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (29 janvier 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
République tchèque	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (28 février 2019)	Prévention de la corruption des agents publics

Danemark	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis politiques (4 septembre 2019)	Transparence du financement des partis
	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (4 septembre 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Estonie	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs (7 décembre 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Géorgie	Assemblée, Rapport d'observation électorale - élection présidentielle (28 octobre et 28 novembre 2018)	Élections présidentielles
	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (19 décembre 2018)	Transparence du financement des partis
Allemagne	Allemagne GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (12 août 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (4 juin 2019)	Transparence du financement des partis
Hongrie	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (1er août 2019)	Transparence du financement des partis
	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (1er août 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (1er août 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Islande	GRECO, Addendum au deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (26 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Italie	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (13 décembre 2018)	Prévention de la corruption des agents publics

Lettonie	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (3 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Lituanie	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (26 août 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Luxembourg	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (26 mars 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Malta	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (3 avril 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
République de Moldova	Résolution 2308 (2019) de l'Assemblée de la République de Moldova sur le fonctionnement des institutions démocratiques en République de Moldova	Éthique publique, transparence du financement des campagnes électorales
	Recommandation 436 (2019) du Congrès sur la démocratie locale et régionale en République de Moldova	Démocratie locale et régionale
	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (24 juillet 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	Assemblée, Rapport sur l'observation des élections - élections législatives (24 février 2019)	Élections législatives
Pays-Bas	Pays-Bas GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (22 février 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Macédoine du Nord	Résolution 2304 (2019) de l'Assemblée sur le dialogue post-suivi avec la Macédoine du Nord	Éthique publique, lutte contre la corruption
	Assemblée, Rapport sur l'observation des élections - élection présidentielle (21 avril et 5 mai)	Élections présidentielles
	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs (27 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics

Norvège	GRECO, Deuxième rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (3 avril 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Pologne	Recommandation 431 (2019) du Congrès sur la démocratie locale et régionale en Pologne	Démocratie locale et régionale
	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (28 janvier 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Portugal	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (28 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Roumanie	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (9 juillet 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Rapport de suivi du rapport ad hoc sur la Roumanie (article 34 du règlement) (9 juillet 2019)	Réforme judiciaire
Fédération de Russie	Recommandation 440 (2019) du Congrès de la Fédération de Russie sur la démocratie locale et régionale dans la Fédération de Russie	Démocratie locale et régionale
	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (3 septembre 2019)	Transparence du financement des partis
Saint-Marin	GRECO, Rapport de conformité - Transparence du financement des partis (18 mars 2019)	Transparence du financement des partis
Serbie	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (2 avril 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
République slovaque	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (22 août 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Addendum au Deuxième rapport conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (26 mars 2019)	Prévention de la corruption des agents publics

Espagne	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (13 novembre 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Deuxième rapport intermédiaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (13 novembre 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Suède	GRECO, Rapport d'évaluation - Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressif (3 mai 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Deuxième addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des partis (13 décembre 2018)	Transparence du financement des partis
Suisse	GRECO, Sixième rapport intermédiaire de conformité - Transparence du financement des partis (17 septembre 2019)	Transparence du financement des partis
	GRECO, Rapport de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (13 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
Turquie	Résolution 450 (2019) et Recommandation 439 (2019) du Congrès turc sur les élections locales en Turquie et la réélection du maire à Istanbul	Elections locales
	GRECO, Rapport intérimaire de conformité - Prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs (28 juin 2019)	Prévention de la corruption des agents publics
	GRECO, Addendum au deuxième rapport de conformité - Transparence du financement des Parties (28 juin 2019)	Transparence du financement des partis
Ukraine	Assemblée, rapport d'observation électorale - élection présidentielle (31 mars et 21 avril)	Élections présidentielles